

L'ÉTAT GREC ASSASSINE !  
LIBERTÉ POUR ODYSSEAS KAMBOURIS et YORGOS BALAFAS (P. 5)

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

8 AU 14 SEPTEMBRE 1994

N° 965

10,00 F

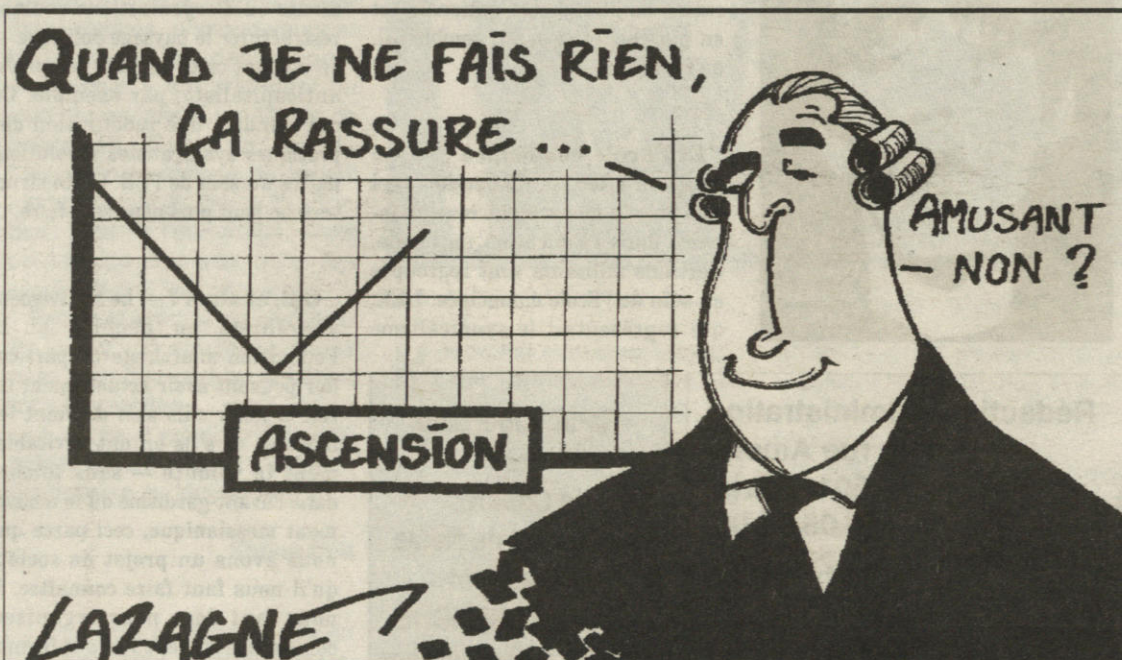
RENTRÉE SOCIALE

## LA CLIQUE AU POUVOIR DÉCOUVRIR LA CRISE

LE SPECTACLE DE LA RENTRÉE s'est monté sous nos yeux durant tout l'été. Les divers acteurs-vedettes ont répété chacun leur rôle. Ils se sont testés en promenades, en serremments de main — les indispensables bains de foule — en bouts d'essai vidéo : apprendre à sourire, à être affables, apparaître comme compétents et sincères, sincères surtout.

Au bout de la course à obstacles, en cible, un fauteuil de velours rouge du Mobilier national, celui de président de la République française, un trône, ou quasiment. Le pouvoir, quoi ! Le vrai, le domaine réservé et les cellules spéciales de l'Élysée, le droit de dissolution de l'Assemblée, la clé du feu nucléaire... Avec, en prime, le superflu, le presque dérisoire : avoir son portrait, avec le grand cordon, accroché dans toutes les mairies de l'Hexagone, à côté de Marianne. Pour sept ans, quatorze peut-être...

On peut imaginer sans peine les conseils des spécialistes en communication attachés au staff de l'apprenti homme d'Etat : « Le peuple doit comprendre et se persuader, monsieur le président, par des gestes symboles significatifs, que nous sommes en démocratie, et dans une démocratie moderne, jeune, active, dynamique — nous n'insisterons pas, en la circonstance, sur la concurrence entre toutes et tous. Le meilleur système possible d'organisation humaine assurément. Cette élection doit être une affirmation de cette démocratie. Elle doit capter l'attention de l'opinion, commencer comme un *sweepstake*, une course à la loyale, et se conclure, lorsque le



peuple aura fait son choix, en apothéose ! »  
Ils iront donc au peuple, les candidats...

### Vers le peuple

Quel florilège de préoccupations sociales dans leurs déclarations ! Et quelle sollicitude attentive ne montrent-ils pas ! Tous, de quelque bord qu'ils soient.

Jacques Chirac, soudain alarmé par « l'ampleur de l'exclusion et du chômage dans notre société », se dénonce avec ardeur. « Les gaulistes », affirme-t-il, c'est-à-dire lui-même en premier lieu, « ont oublié... la finalité sociale qui doit être celle de toute politique. Il n'y a pas de liberté lorsqu'on est exclu. Nous devons retrouver l'ambition humaine et sociale du gaullisme... » Et les prochaines journées parlementaires du RPR inscriront sur leurs drapeaux : « Face à l'exclusion, la solidarité ». Rien de moins.

L'autocritique d'Edouard Balladur, dans un style plus discret, n'en proclame pas moins une volonté d'« engager un programme ambitieux de lutte contre l'exclusion ». Aucune précision n'est apportée pourtant sur la date d'entrée en vigueur dudit « programme ambitieux ». Après l'élection sans doute...

Valéry Giscard d'Estaing, qui, déjà, en 1977, annonçait que la fin du tunnel était en vue, souhaite aujourd'hui s'attaquer au « plus grand problème, le chômage ». Et c'est sans doute sa grande expérience politique qui lui conseille de ne pas évoquer une quelconque obligation de résultats, concept pourtant si cher aux libéraux dans leur gestion de l'économie. Pas de canard boiteux en politique !

« Etre socialiste », résume laconiquement Henri Emmanuelli au nom de son parti — il ne précise pas si, par ce vénérable vocable, il se réfère à Proudhon, à Marx, à Jaurès, à Blum, à... Mitterrand ou peut-être à Fabius. Il exprime néanmoins ses

objectifs : lutte pour l'emploi, partage des richesses (vous avez bien lu, notre bon camarade Henri a écrit richesses, au pluriel), réforme de la protection sociale. Et, tout de go, d'ajouter une volonté d'aller aux 35 heures sans perte de salaire. Dès la rentrée, a-t-il ajouté, le parti socialiste mènera « une action résolue pour sensibiliser les salariés et les assurés sociaux ». L'action, en plus.

Jacques Delors, responsable de la Commission de Bruxelles, un homme dont on peut affirmer qu'il connaît la question, et qui n'est candidat à rien, tient à exprimer lui aussi son inquiétude : « Le grand problème, c'est le social, la rupture de la spirale de l'ascension sociale, l'exclusion, l'absence de dialogue social », a-t-il déclaré à l'Express.

« Chaque fois que les socialistes, au gouvernement ou dans l'opposition, conclut Emmanuelli frappé soudain d'un éclair de lucidité, se sont éloignés des questions sociales, ils ont perdu et leur identité et leur

électorat. » Notons soigneusement la valeur donnée au mot électoral. Ceux qui s'intitulent socialistes vont donc parler, réciter, répéter, déclamer social, en rêver peut-être... Pour le reste, on verra. On a déjà vu, du reste !

### Tristes sires

Tristes sires, en vérité. On nous impose un bien triste spectacle. Pantalonnade grossière, pantomime éculée, farce sinistre, bouffonnerie ridicule. La toujours identique *commedia dell'arte* du mépris et du mensonge, répétée sans cesse à chacune de ce que les cuistres de service dénomment, en se rengorgeant, les consultations électorales. Chacun des prétendants à la couronne républicaine rejoue son

(suite p. 8)

« FOLK A LIER »  
FÊTE  
SES DIX ANS  
SUR  
RADIO LIBERTAIRE  
au  
Passage du Nord-Ouest  
le 16 septembre à 20 h  
au  
CTM/MJC de Ris-Orangis  
le 17 septembre à 15 h  
au  
Ti ar Vretoned/Mission  
bretonne  
le 18 septembre à 15 h  
(programme P. 7)

T 2137 - 965 - 10,00 F



ÉDUCATION NATIONALE

# S'organiser dès aujourd'hui

L'ANNÉE SCOLAIRE 1993-1994 aura été une année importante, tant au niveau syndical qu'au niveau politique, dans le petit monde de l'éducation. Les élections paritaires professionnelles, qui ont eu lieu en décembre 1993, ont mis fin à l'hégémonie de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN). Fédération qui, depuis sa scission, n'en finit pas de perdre des adhérents. La FEN est détrônée, mais au profit de qui ? Au profit de la Fédération syndicale unitaire (FSU), qui ne compte pas moins de 150 000 adhérents, provenant essentiellement des anciens syndicats nationaux de la FEN tels que le SNES (second degré), le SNEP (éducation physique) ou le SNETAA (lycées professionnels). La FSU s'est créée officiellement cette année ; à cet égard, les statuts de cette nouvelle fédération sont à qualifier de rétrogrades, car ils gardent le côté corporatiste des syndicats nationaux que la FEN, elle, a quelque peu gommé de ses nouveaux statuts. Outre cette « naissance », il y a aussi et surtout l'énorme manifestation laïque du 16 janvier à Paris, bien encadrée par les syndicats... et leur immobilisme après le 16. Il y a aussi la contre-

attaque de Bayrou, avec ses différentes tables rondes qui ont amené à l'élaboration du « nouveau contrat pour l'école », plutôt démagogique, cohérent politiquement, mais qui ne change pas grand-chose dans l'éducation élitiste française.

**Ça donne quoi tout ça ?** — De ce rapide récapitulatif, quels enseignements peut-on tirer ? Tout d'abord, que les nouvelles données syndicales n'ont rien amené de plus. Sauf que l'on a maintenant deux grosses fédérations courroies

de transmission des partis socialiste et communiste. Mais rien d'étonnant à cela. Ni que les syndicats sont embourbés dans une cogestion, demandant même une loi de programmation sans aucune lutte, sans aucune grève. Par contre, ce qui est plus intéressant, c'est le rôle de l'État et son désengagement par rapport à la formation professionnelle. En effet, par deux biais différents mais complémentaires, que peuvent être la loi quinquennale — dont il ne faudrait pas minimiser l'importance — et le « nouveau contrat pour l'école », il y est développé l'entrée de l'apprentissage dans les lycées publics professionnels. L'État, en appliquant le principe de subsidiarité, détourne au profit de la Région et du patronat l'enseignement professionnel. La restructuration de l'Éducation nationale est en marche, et ce n'est, semble-t-il, qu'un début !

**Et l'École émancipée ?** — On peut, en effet, se demander quel rôle joue le mouvement révolutionnaire dans l'Éducation nationale. Certains militants sont regroupés au sein de l'École émancipée. L'EE, qui représentait le syndicalisme

révolutionnaire au sein de la FEN, s'est aussi dispersée. Certains ont créé des syndicats auto-nomes (SDE) ou ont rejoint soit la CNT soit la CGT, ou encore sont restés à la FEN. Mais la majorité des militants a adhéré à la FSU. On remarque que ces militants n'ont pas pu influencer sur les statuts de celle-ci — d'ailleurs, la majeure partie de la délégation EE les a votés lors du congrès fondateur — ni sur l'orientation.

Regroupant des militants venant de différents horizons politiques (anarchistes, libertariens, trotskystes, écologistes...), différentes stratégies syndicales s'opposent. Sont évidemment sous-jacents les différents projets de société des uns et des autres. Mais actuellement, l'EE est plutôt « contrôlée » par des militants issus de mouvements ou d'organisations voulant restructurer le paysage politique — en voulant créer un pôle de gauche anticapitaliste, par exemple. Ce qui a induit une redéfinition des pratiques syndicalistes révolutionnaires au sein de l'EE. Cette structure ne peut plus nous satisfaire.

**Oui, et alors ?** — Le mouvement anarchiste en général et la Fédération anarchiste en particulier peuvent avoir actuellement un rôle à jouer s'ils s'en donnent les moyens, et s'ils en ont véritablement la volonté — sans tomber dans l'avant-gardisme ou le mouvement messianique, ceci parce que nous avons un projet de société qu'il nous faut faire connaître. Il nous faut donc nous organiser, construire un espace d'informations, de débats, d'analyses, de propositions, d'actions... sur des bases spécifiquement anarchistes. Mais faire qu'un tel réseau existe, c'est aussi se donner des principes de fonctionnement, des outils — autant de choses dont nous devons réfléchir collectivement, mais relativement rapidement au vu des événements.

Si vous êtes intéressés pour militer dans une telle structure, écrivez à l'adresse suivante, en indiquant ce que vous faites (institut., prof., personnel ATOS, documentaliste...) ainsi que l'établissement où vous exercez : **Jérôme Jouvenet c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.**

Jérôme Jouvenet  
(gr. Kronstadt - Lyon)



Dessin :  
Stéphane  
Lacroix.

## RENDEZ-VOUS

**AMIENS**  
Dans la Somme, la FA est présente par le biais du groupe Reflets, 184, rue du Faubourg-de-Ham, 80 000 Amiens.

**BREST**  
Le groupe Les Temps Nouveaux de la FA informe ses sympathisants qu'ils peuvent le contacter chaque jeudi, à partir de 20 h, au Centre social de Bellevue. Par ailleurs, les ventes du *Monde libertaire* ont lieu le samedi de 14 h 30 à 15 h 30, rue du Siam (près des fontaines).  
Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

**DIJON**  
Le groupe FA de Dijon tient ses permanences le mardi et vendredi de 21 h à 23 h et le samedi de 15 h à 18 h au GREL, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : 80.66.81.49.

**MONTPELLIER**  
Le groupe de Montpellier ouvre un local. Comme toujours, l'argent manque. Il lance un appel à souscription pour pouvoir couvrir les frais d'installation. Envoyez vos chèques à l'ordre de Stéphane Ortega, chez Nathalie Campos, 9, rue Rey, 34000 Montpellier.

**PARIS**  
Les groupes La Villette et Pierre-Besnard (19<sup>e</sup> arr.) organisent, le vendredi 23 septembre à 20 h, à l'Espace Jemmapes (116, quai de Jemmapes, 75010 Paris), une projection vidéo (*La rue nous appartient*, réalisation M. Rollin), qui sera suivie d'un débat sur le thème suivant : « Tout ce que vous voulez savoir sur la Fédération anarchiste et l'anarchisme ».

**YVELINES**  
Pour contacter la Fédération anarchiste dans les Yvelines (Conflans-Sainte-Honorine, Plaisir, Rambouillet, Versailles), écrivez au Collectif anarchiste des Yvelines (CAY) c/o CAP, BP 52, 78371 Plaisir cedex.

## PARUTIONS

**PORTE-CLÉ TROIS FONCTIONS**  
Le groupe Région-toulonnaise a édité, en soutien au *Monde libertaire*, un porte-clé trois fonctions : tire-bouchon, décapuleur, petit couteau, réhaussé du logo du ML et d'un A cerclé.  
Prix : 25 F l'unité ; 100 F les cinq exemplaires et 155 F les 10 exemplaires (port compris). Chèque à l'ordre du CECL.  
CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

**LIVRE ET DISQUE « LOUIS ARTI »**  
Les éditions de La Vache Folle lancent deux souscriptions en vue de la publication d'un ouvrage de Louis Arti (*Quand je sors de chez moi, je rentre à l'étranger*) et d'un compact disque (*Louis Arti chante en public*). L'ouvrage, de 150 pages, au format 16 x 21, est un recueil de poésies rares et inédites. Prix de souscription : 60 F.

Le compact disque est le fruit d'un enregistrement en public les 21 et 22 octobre 1993 au Gueulard, à Nilvange. Prix de souscription : 80 F. Souscription aux deux : 130 F.

Dans chaque cas, ajoutez 20 F de frais de port.

Chèque à l'ordre de DCC, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° .....(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Radio Libertaire  
et  
le Cabaret  
du théâtre de Nesle  
présentent  
**ALAIN AURENCHÉ**  
samedi 17 septembre  
à 22 h  
  
8, rue de Nesle  
(M° Odéon)  
75006 Paris  
Renseignements  
et location :  
46.34.61.04

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

PRESSE

AIDE AU PREMIER EMPLOI DES JEUNES

## L'empire Hersant en pleine dérive financière

Vieux Bob et les banques, ainsi pourrait-on appeler le dernier avatar du groupe de presse de Robert Hersant. Tout commença par une série d'articles, fin juin, dans la presse quotidienne : le papivore a des ennuis financiers, le Crédit lyonnais veut resserrer les cordons de la bourse, comment Hersant peut acheter de nouveaux quotidiens en France et à l'étranger alors que France-Soir est un gouffre financier. Autant de mises à l'index de l'empire Hersant auxquelles Philippe Villin, alors PDG du Figaro, tentait de répondre en déclarant, dans le microcosme des financiers intéressés par la communication, qu'il fallait vendre l'empire Hersant « par appartements »...

La suite a occupé un bout des médias au début du mois de juillet. Robert Hersant a remercié le « jeune homme » et à 74 ans réaffirmé qu'il est le seul maître à bord. Philippe Villin viré comme un vulgaire serviteur qui n'a plus l'heur de plaire ! Est-ce seulement la volonté de Hersant ou le diktat d'un groupe politico-financier ? Quoi qu'il en soit, pour les ouvriers du Livre, c'est du pareil au même, le groupe Figaro and Co. doit faire des économies et ce sera principalement sur leur dos ! (1)

C'est pourquoi, courant août, les réunions prévues entre Robert Hersant et le Comité intersyndical du Livre parisien avaient une importance particulière. Le 11 de ce mois, le papivore confirmait qu'il arrêterait les éditions gratuites de France-Soir (est et ouest), que le groupe avait de graves problèmes financiers et qu'il voulait négocier avec toutes les catégories professionnelles. Bref, le plan Carrignon (2) à peine mis sur rails, une nouvelle saignée était prévue pour les ouvriers du Livre.

Arc-boutés sur leurs revendications (maintien des sites et de la charge de travail), ceux-ci s'attendaient à un choc avec Hersant. La réunion du 26 du mois dernier aura été un bref coup de théâtre : toujours pas de « gratuits » mais on gardait les ouvriers en respectant les accords signés et, évocant une reprise économique, on se revoyait dans 6/7 mois.

La paix sociale jusqu'à l'élection présidentielle, est-ce la nouvelle botte de Robert Hersant ? D'aucuns pensent que France-Soir est déjà vendu, que Paris Turf (une des vaches à lait du groupe) l'est à moitié, et qu'Hersant cherche juste à gagner du temps. En fait, le papivore a dans un premier temps surtout réussi à déterrer la hache de guerre dans les organisations syndicales du Livre parisien. Les rotativistes, contrairement à l'avant-tirage (typo-graphes, photographeurs et correcteurs) ont des accords « plancher » qui prévoient en plus des titularisés un effectif de précaires. Ceci, en cas de baisse de la charge de travail (comme c'est le cas à France-Soir) quittent l'entreprise. Belle pomme de discorde dans les syndicats du Livre parisiens !

Syndicat unique ou syndicat de métier : le problème ne se pose peut-être plus exactement dans ces termes.

Le mode d'emploi de l'unité ouvrière reste encore à trouver. Centralisme ou fédéralisme ?

Sitting Bull

(1) Au début de l'année, Robert Hersant avait comparé typo-graphes et photographeurs aux porteurs d'eau du siècle dernier.

(2) Qui prévoit des départs anticipés à 50 ans d'ici fin 96.

### NÉCROLOGIE

## Mika nous a quittés

Un ami, un camarade, un frère nous a quittés le 2 septembre 1994, emporté par la vie... Tué par le sida. Refusant la compassion et la pitié, ce dernier combat il a voulu l'affronter seul, soutenu par sa famille. Il nous laisse le souvenir de sa passion pour la révolte, de son humour noir et grinçant, de son humanité indéfectible et insoumise et la mémoire d'une foule d'instantané vécu... Adieu l'ami, adieu Mika.

Des amis et des camarades  
de Quilombo

# « Virez mes parents, embauchez-moi, je suis moins cher ! »



Dessin : Stéphane Lacroix.

NOUS JEUNES CAMARADES nouvellement inscrits à l'ANPE ont reçu une lettre dans laquelle les ASSÉDIC leur disent qu'ils n'ont droit à rien et que l'ANPE leur propose de parler de l'argent qu'ils vont pouvoir faire gagner aux patrons en ces termes : « Vous pouvez faire bénéficier l'employeur qui vous embauchera d'un avantage allant jusqu'à 18 000 F [...]. N'hésitez pas à informer les employeurs que vous rencontrez sur cette mesure. C'est un atout supplémentaire pour vous. » Et pourquoi pas simplement « Virez mes parents, embauchez-moi, je suis moins cher. »

De toutes les formules existantes pour favoriser l'emploi des jeunes, celle-ci est la seule qui ne s'accompagne pas de formation, même facultative. C'est un pas de plus qui est franchi dans le chantage au chômage, même si le travailleur n'est pas directement touché (pas de salaire inférieur au SMIC, par exemple). Mais les 80 milliards de cadeaux du gouvernement aux patrons et la baisse régulière du taux de l'impôt sur les sociétés, au nom de la création d'emplois (1), ne tombent pas du ciel... il faut augmenter les impôts directs ou indirects. (2)

Avec cette méthode, on peut très bien faire baisser le taux de chômage ; d'ailleurs les chiffres de juillet le prouvent. Normal, pourquoi

le patronat se générerait-il pour embaucher de la main-d'œuvre à bas prix et, en plus, bénéficier d'exonérations fiscales.

Et cette méthode ne déplaît pas tant que cela à la CGT, qui ne ménage pourtant pas ses critiques contre les mesures Balladur. CGT qui voudrait que l'Etat accorde de

« Le corporatisme éteint toute solidarité entre prolétaires »

l'argent aux entreprises en difficulté à condition que les désormais célèbres partenaires sociaux aient un droit de regard. (3)

Quant à la semaine de 35 heures sans diminution de salaire, elle créerait une embauche pour 8 ou 9 salariés environ (4), mais pas plus que les autres méthodes elle n'est la clé de la fin de notre servage, puisque le système demeure.

L'un des avantages du salariat — pour les capitalistes — est qu'il fait entrer les travailleurs en concurren-

rence entre eux. Lorsque vous effectuez un stage, il n'y a pas que les brimades et malveillances des gardes-chiourme et du patron que vous devez subir. Pour avoir été stagiaire, je peux vous dire que les « camarades ouvriers » ne sont pas en reste pour vous montrer leur hostilité, car ils voient d'un très mauvais œil ces petits jeunes qui viennent travailler et ainsi leur prendre leur place pour qu'at'sous.

Mais ce corporatisme a une base objective et s'attache à l'intérêt immédiat (5). La solidarité entre prolétaires ne correspond pas obligatoirement à une nécessité objective, mais doit être envisagée comme une nécessité qui transcende les intérêts immédiats.

Cette solidarité, par laquelle il nous faudra passer pour abolir le chômage, ne peut exister qu'en référence à un idéal, à un autre futur radicalement différent.

Yann Karim  
(gr. Makhno - Saint-Etienne)

(1) Cet impôt, serait, paraît-il, trop élevé. Il était de 50% en 1985 et de 33,3% en 1993. La France arrive bien après l'Allemagne où le taux maximal d'impôt sur les sociétés atteint 60% en Allemagne, mais aussi après le Japon, l'Italie, la Belgique, l'Irlande et les Pays-Bas (source KPMG, juillet 1993).

(2) L'impôt sur le capital et ses revenus ne représenterait que 7% des revenus de l'Etat, contre 44% pour les cotisations sociales, 35% pour l'impôt sur les consommations et 14% pour l'impôt direct sur les revenus (Le Monde de l'économie du 4 janvier 1994).

(3) Jacky Teillol, secrétaire de l'Union départementale CGT de la Loire, meeting cégétiste contre la loi quinquennale, à Saint-Etienne, du 7 avril 1994.

(4) Proposition de loi d'orientation sur les droits de la jeunesse, déposée par le groupe communiste à l'Assemblée nationale, chapitre II, article 9, l'Humanité dimanche et Avant-Garde (organe de la Jeunesse communiste), janvier 1993.

(5) Lire à ce propos le discours de Malatesta sur cette question, lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam de 1906, cité par Jean Maitron in Ravachol et les anarchistes (en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 40,50 F).

La FA est présente dans une soixantaine de départements. Si vous souhaitez contacter les groupes de votre région, réclamez-en la liste à notre journal.

# Un XXI<sup>e</sup> congrès de la FAI aux heures décisives

Dans le cadre du XXI<sup>e</sup> congrès de la Fédération anarchiste italienne, qui s'est tenu les 23, 24 et 25 avril 1994 à Milan, Andrea Ferrari, militant de la Fédération émilienne (adhérente à la FAI), a été interviewé sur la situation politique et sociale italienne, ainsi que sur les activités libertaires au sein du mouvement ouvrier.

**Le Monde libertaire :** Après les élections italiennes et l'avancée de la Ligue, des fascistes et du parti Forza Italia, le choix de Milan, capitale de la Résistance, pour le congrès de la FAI, est-il un hasard ou un choix politique lié aux événements ?

**Andrea Ferrari :** Certainement un choix politique lié aux événements. Il était nécessaire de lancer le signal de la reprise de l'anarchisme organisé, fédéré en Italie.

Ce congrès arrive au moment du succès électoral de la droite, continuation logique de la politique menée dans les années 80 par le gouvernement Craxi et les gouvernements de centre-gauche. La gauche a axé sa campagne électorale sur des valeurs négatives : soutien au gouvernement précédent, le gouvernement Ciampi, qui a été marqué par l'accord du 31 juillet 1993, accord corporatif et anti-ouvrier.

Il faut dire qu'en Italie, la gauche a toujours eu une conception étatique et a poursuivi une stratégie de compromission qui l'a amenée à sa défaite aux élections. La droite, de son côté, tout en faisant des propositions irréalisables et démagogiques (Berlusconi a promis un million d'emplois, et fait un discours axé sur la liberté), se présente comme le noyau modéré (renforcé par les erreurs faites dans les années 80), capable de regrouper les rescapés d'une classe politique poursuivie par la justice. Elle est enfin fortement appuyée par les *mass-media* (Berlusconi contrôle cinq chaînes de télévision et une partie de l'édition italienne). L'ensemble de ces facteurs ont contribué à son succès.

Mais il faut dire aussi que la droite est très hétérogène. Elle regroupe les fascistes liés aux vieux principes partisans d'une politique étatique, la Ligue avec un programme axé sur le libéralisme, et Forza Italia, un parti qui n'existe que par son impact dans les médias et qui a une position intermédiaire. Le futur gouvernement n'aura pas une vie facile.

Il n'adoptera certainement pas les positions du fascisme traditionnel mais cherchera plutôt à appliquer, en les accentuant, les accords déjà signés sous les gouvernements de gauche et de centre-gauche. Il cherchera également à limiter les libertés pour l'opposition révolutionnaire.

**« ...pour un syndicalisme basé sur l'autonomie des travailleurs... »**

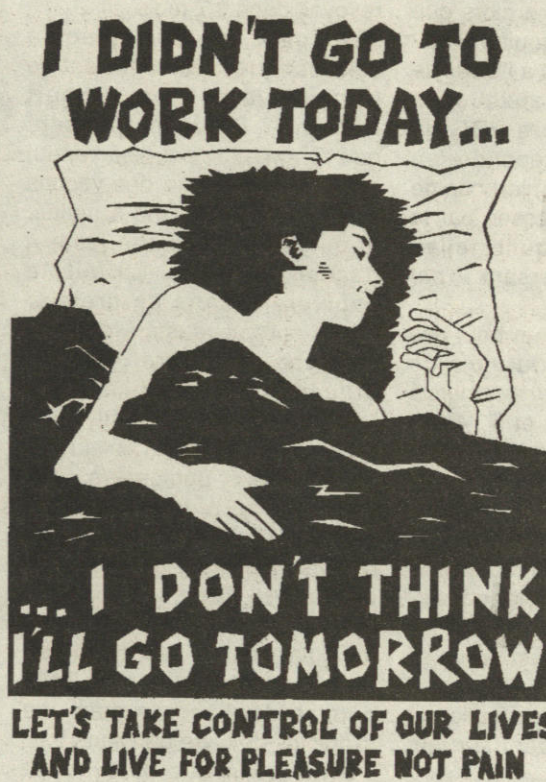
De plus, le système politique italien a changé depuis le référendum de 1993. On est passé d'un système proportionnel à un système majoritaire toujours plus rigide et tendant à l'exclusion et à l'élimination des minorités.

Le congrès de la FAI s'insère dans ce contexte. Le mécontentement qu'il y a à gauche, surtout parmi les militants de Refondation communiste, pourrait offrir de nouvelles perspectives à la FAI et au mouvement libertaire en général. Nous sommes présents à Milan pour redonner l'espoir aux valeurs de la vraie

gauche, la gauche libertaire liée à l'expérience de la 1<sup>ère</sup> Internationale, à Bakounine, Proudhon et Malatesta et pour créer les conditions d'une opposition résolue à ce gouvernement extrêmement réactionnaire.

**Le Monde libertaire :** A la lecture des journaux et d'après les nouvelles que nous recevons, il semble qu'avant les échéances électorales sont apparus différents mouvements d'opposition tant au niveau ouvrier qu'à celui des jeunes (COBAS, centre sociaux...).

**Andrea Ferrari :** Avant de parler des COBAS et des centres sociaux, je voudrais donner une précision. La crise du Parti communiste italien (scission et création de Refondation communiste) a entraîné l'affaiblissement de son contrôle sur les travailleurs et de son influence sur les organisations alternatives dissidentes, sur la gauche communiste et les libertaires (il faut se souvenir que le PCI a été le PC le plus fort d'Europe). A ce propos, la période de la mobilisation contre la guerre du Golfe a été très importante. En Italie, il y a eu une forte opposition où les anarchistes ont tenu un rôle important. Cette opposition a eu sa conclusion dans la grève du 22 février 1991, qui a montré pour la première fois qu'une partie des travailleurs pouvait participer à une lutte organisée par les structures de base et la minorité politique. Je crois que cette grève a eu un effet détonateur, a libéré des forces et des énergies et a démontré pour la première fois depuis la guerre que les travailleurs peuvent prendre en main



Je ne suis pas allé travailler aujourd'hui... Je ne crois pas que j'irai demain... Vivons pour le plaisir et non dans la douleur.

leurs luttes sans la mainmise des centrales syndicales officielles (CGL, CSL, UIL). La répétition de ce phénomène a renforcé le syndicalisme de base qui représente aujourd'hui une réalité considérable.

Puisqu'il arrive entre autres à faire des grèves auxquelles participent un million de travailleurs.

Le syndicalisme de base est constitué de : l'USI, qui est le syndicat libertaire ; la Confédération unitaire qui regroupe un nombre important de militants anarchistes ; l'UNI-COBAS où la présence anarchiste est également considérable.

Ces différentes organisations prennent de plus en plus d'importance et se battent à l'intérieur des usines pour un syndicalisme basé sur l'autonomie des travailleurs, l'autogestion et pratiquant l'action directe, c'est-à-dire la reprise de l'initiative par les travailleurs eux-mêmes et le rejet de tout rôle dirigeant.

Pour ce qui est de la jeunesse, il y a eu pendant les années 80 une opposition considérable qui s'est concrétisée par l'importante expérience des centres sociaux. Cette expérience touche beaucoup de jeunes et ce mouvement, qui ne cesse de s'étendre, va se clarifier politiquement. Je crois que la composante anarchiste des centres sociaux est celle qui a le plus de contenu politique. Les centres

sociaux sont plus plus ou moins divisés entre une composante libertaire et une autre qui se réfère à l'autonomie ouvrière, et est certainement majoritaire. Les valeurs portées par le courant libertaire, ainsi que leur pratique sont très importantes. Par exemple, pour les élections, les libertaires ont fait une campagne abstentionniste, alors que l'autre courant a soutenu la coalition de gauche que nous définirions plutôt bien-pensante que progressiste car elle a perdu toutes ses valeurs à tel point qu'elle a été soutenue par la grande industrie, les patrons européens et le Vatican.

**Le Monde libertaire :** Tu as été l'un des promoteurs du syndicalisme de base. Est-ce que tu penses que ces organisations ont un avenir ou représentent simplement une parenthèse dans les luttes syndicales ? Est-ce que la présence des anarchistes dans ces organisations entraîne une dynamique, une unification et un débat particulier ?

**Andrea Ferrari :** Je crois que l'expérience du syndicalisme alternatif représente la reprise de l'anarcho-syndicalisme, car les structures de base pratiquent l'action directe et l'auto-organisation. Enfin, nous sommes en présence d'un mouvement qui s'étend sans se bureaucratiser.

Il ne faut quand même pas oublier

Initialement prévue à Milan, la foire de l'autogestion change de ville

**ITALIE**

**FOIRE DE L'AUTOGESTION**

**Alessandria (Piémont) : les 23, 24 et 25 septembre**

**Centre social occupé autogéré**

**Forte Guercio, via Don-Bosco, 63**

**Début de la foire : le vendredi 23, à partir de 10 h**

Renseignements : Salvatore : 19-39-131.50.71.97 (camping sur place)

Souscription en soutien : mandats internationaux à envoyer à l'Associazione l'Antistato, corso Palermo, 46, 1152 Torino.

que les  
le parti  
groupe  
essaien  
vu son i  
de crise  
ment a  
de cour  
que la  
anarchis  
sations  
process  
d'autoge  
empêch  
soumet  
ment ou  
politici  
facile c  
constat  
sion du  
l'intérie  
manière  
importa  
commu  
organisa  
somme  
apparte  
est seco  
commun  
voir fait  
ment an  
dans les  
anarchi  
l'organis  
dans la  
de la m  
surtout  
coordon  
d'import  
nous tot  
moyens  
Moi, je  
tradition  
beaucoup  
à stabilis  
toute co  
contrôle  
base et l  
délégués  
moi, les  
convainc  
représe  
épisode  
vont pre  
étant do  
partis (C  
des syn  
ont pou  
accepter  
gouvern

**Le Mo**  
de com  
numériq  
puisse é  
luttes  
anarchis  
quels s  
Fédérati  
**Andre**  
mouvem  
avec leq  
de très b

Ré  
d'Alt  
e  
sam  
au  
6  
1  
(  
ou  
Réserv

## GRÈCE

# Odysseas Kambouris et Yorgos Balafas se meurent

que les groupes marxistes-léninistes, le parti Refondation communiste et les groupes de l'autonomie ouvrière essaient de récupérer ce mouvement, vu son importance. Dans leur situation de crise, ils aimeraient relier ce mouvement à leurs partis par le vieux concept de courroie de transmission. Je crois que la tâche des compagnons anarchistes présents dans ces organisations est de favoriser au maximum le processus d'auto-organisation et d'autogestion et d'être vigilants pour empêcher qu'une bureaucratie ne soumette la spontanéité du mouvement ouvrier aux intérêts d'une classe politicienne. Ce n'est pas toujours facile car, comme vous avez pu le constater aujourd'hui dans la discussion du congrès, il y a, même à l'intérieur de la FAI, différentes manières d'affronter le problème. Il est important d'avoir une stratégie commune. Indépendamment des organisations d'appartenance, nous sommes anarchistes, et que nous appartenions à l'USI ou aux COBAS est secondaire par rapport au projet commun anarchiste. Cette manière de voir fait partie de la tradition du mouvement anarchiste italien (par exemple, dans les années 20, les compagnons anarchistes militaient à l'USI, dans l'organisation des cheminots, à la CGL, dans la « Fondation » des Travailleurs de la mer...) et cela me semble positif, surtout si nous sommes capables de coordonner nos activités. L'enjeu est d'importance, et nous avons face à nous toute la bureaucratie avec ses moyens organisationnels et financiers. Moi, je suis convaincu qu'avec notre tradition et nos valeurs, nous avons beaucoup de possibilités. Il faut arriver à stabiliser ces organisations en évitant toute concentration de pouvoir. Le contrôle direct des organismes de base et la possibilité de révocation des délégués devraient représenter, selon moi, les garanties pour le futur. Je suis convaincu que ces organisations ne représentent pas un phénomène épisodique mais qu'au contraire, elle vont prendre encore plus d'ampleur étant donné que les syndicats liés aux partis (CGL, CSL, UIL) sont devenus des syndicats de gouvernement qui ont pour seule fonction de faire accepter aux travailleurs les décisions gouvernementales.

**Le Monde libertaire :** Il est difficile de comprendre qu'une Fédération numériquement aussi peu importante puisse être aussi présente dans les luttes. Existe-t-il un mouvement anarchiste à l'extérieur de la FAI, et quels sont ses rapports avec la Fédération ?

**Andrea Ferrari :** Oui, il existe un mouvement anarchiste non fédéré, avec lequel nous collaborons et avons de très bons rapports. L'influence que

la FAI a sur les mouvements sociaux est due à deux facteurs : les compagnons anarchistes italiens ont une grande formation militante, ils ont participé aux luttes des années 70 et 80 et, par leur vécu, leur expérience et leur capacité d'analyse politique clairvoyante, ils sont capables d'affronter beaucoup de situations ; le deuxième facteur est sans doute notre journal *Umanita Nova* qui est maintenant en Italie le seul journal de la gauche révolutionnaire. Avec un tirage qui n'est pas énorme, il arrive à être lu dans un circuit bien ciblé. Il est considéré comme un journal de référence.

Il est vrai que notre organisation est numériquement faible, mais à travers nos publications, notre présence militante, nous arrivons à couvrir tout le territoire national.

**Le Monde libertaire :** Nous avons constaté que dans votre congrès interviennent des compagnons non fédérés, des syndicats comme l'USI par exemple. Est-ce une nouvelle manière d'être de la Fédération ? Est-ce que ça a donné des résultats en terme d'adhésions ?

**Andrea Ferrari :** Je crois que la Fédération a toujours été ouverte. Nous avons fait un effort supplémentaire d'ouverture, car nous pensons que la situation italienne, d'un côté difficile, de l'autre extrêmement intéressante, nécessite le maximum d'ouverture et de dialogue avec tous les compagnons. Autour de la FAI, nous l'avons vu au congrès, il y a un grand intérêt qui se manifeste par le nombre de compagnons qui y ont participé, et l'ont préparé depuis la rencontre d'Imola. Il y a aussi du nouveau : si, il y a quelques années, les militants de la FAI étaient ceux des années 70, aujourd'hui apparaît une nouvelle génération d'anarchistes. Il y a de nouvelles adhésions et un grand nombre de jeunes militants, ce qui montre un fort intérêt pour la FAI. C'est pour cela qu'il faudrait que la FAI sorte de ce congrès relancée, possibiliste, ouverte, problématique et surtout avec des indications pour la construction concrète de l'anarchisme.

Nous avons écrit dans notre contribution au congrès (Fédération émilienne) que les conditions sont réunies pour remettre le communisme libertaire à l'ordre du jour de la discussion sociale. Il faut le faire à travers du municipalisme qui semble intéresser non seulement les libertaires mais aussi les refondateurs, les Verts... Dans cette situation de chute des valeurs, de décomposition des partis traditionnels, il est évident que si nous arrivons à avoir un minimum de projet alternatif sur le territoire (municipalisme), sur le travail (syndicalisme de base), dans la société (coopératives, associations...), dans la culture et dans notre manière de poser les problèmes, nous pouvons nous insérer à juste titre dans la réalité sociale en répondant à la demande de transformation sociale qui sera toujours plus forte avec le gouvernement réactionnaire qui vient de s'installer. Il faut se souvenir que nous ne sommes plus dans les années 80 et qu'il faut suivre avec beaucoup d'attention les transformations en cours. La restructuration sociale n'est pas achevée. Je crois que la FAI a aujourd'hui la possibilité de proposer à la société un changement global.

Texte transmis par le groupe Proudhon (Besançon)

**O**DYSSEAS KAMBOURIS a été arrêté le 20 juin pour avoir agressé quelques jours auparavant, avec quelques compagnons, un policier devant les locaux du PC grec d'Athènes.

La police commença par annoncer qu'un casque de moto, portant le nom d'Odysseas, avait été retrouvé près du lieu de l'agression. Puis, elle prétendit que les deux ou trois agresseurs s'étaient enfuis à bord d'une voiture — retrouvée ultérieurement — dans laquelle auraient été relevées les empreintes digitales d'Odysseas.

La haute technicité de la police grecque nous fait douter de l'honnêteté de leurs « preuves ». De plus, que vient faire ce casque de moto lors d'une fuite en voiture ? Pour ce qui est des empreintes digitales, on sait combien il est facile de les appliquer artificiellement sur n'importe quelle surface.

Or, la police détenait de nombreux jeux d'empreintes d'Odysseas, prélevées lors d'une de ses interpellations, suite à son action dans les squats athéniens et à son engagement anarchiste... *no comment !*

Le 21 juin, il fut décidé de garder Odysseas Kambouris en détention préventive jusqu'à la date, non encore fixée, de son procès. Depuis, il fait la grève de la faim.

Si les groupes et individuels anarchistes le soutiennent comme ils le peuvent, il semblerait que les médias se livrent à une conspiration du silence, à moins que la censure y soit pour quelque chose...

Le 29 août, la cour rejeta sa demande de mise en liberté, condamnant par là-même Odysseas Kambouris à mort.

Yorgos Balafas a été arrêté en 1992 et inculpé de 8 homicides et d'une douzaine d'autres crimes mineurs (explosion, incendies, hold-up...). On l'accusait aussi d'avoir participé à l'exécution du procureur Theofanopoulos, en avril 1984, et d'appartenir à l'*Antikratiki Pali* (« Lutte anti-Etat »), qui avait tué trois policiers lors d'une fusillade en mai 1985.

Anarchiste notoire, la presse le désignait comme « ennemi public n° 1 », et une récompense de 100 millions de drachmes était offerte pour sa capture.

Son procès commença au début de cette année (sa femme et un de ses proches amis étaient aussi sur le banc des accusés pour ne l'avoir pas livré à la police).

Le 1<sup>er</sup> juillet, Yorgos entama une grève de la faim pour demander sa mise en liberté, conformément à la loi grecque qui fixe à 18 mois la durée maximale de détention préventive. Quarante jours plus tard, le jury le déclara non coupable. Malgré ce non-lieu, le juge fasciste Nektarios Vazos et le concile des juges décida que Yorgos ne pourrait être libéré avant le 5 septembre car il était toujours poursuivi pour possession illégale d'armes, vols de voitures et même infractions au code de la route.

Contrairement à celle d'Odysseas Kambouris, la grève de la faim de

Yorgos Balafas connut une brillante publicité. Peut-être parce qu'il avait été pendant des années le « terroriste le plus recherché de Grèce », et bien sûr parce que des politiciens tiraient bénéfices de le supporter, se posant ainsi en « humanistes ».

Les deux grévistes de la faim sont maintenus en détention à l'hôpital Tzanneion du Pirée (près d'Athènes). Odysseas Kambouris était même attaché jusqu'à la semaine dernière.

Sa mort est très proche. L'Etat grec — ainsi que les médias grecs — l'assassine sans même lui offrir de procès. Il est déjà déshydraté et à moitié aveugle.

Yorgos Balafas a déjà eu une première attaque cardiaque et a été transféré dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital, la semaine dernière.

La seule arme de nos deux camarades anarchistes est la solidarité internationale. Ne laissez pas l'Etat grec les tuer !

Télécopiez vos protestations au ministre grec de la « Justice », M. Kouvelakis : 30-1-775.58.35.

Organisez des piquets et des manifestations devant les ambassades et consulats grecs, les locaux d'Olympic Airways, les offices de tourisme orientés vers la Grèce...

**Anarchic Proposal/  
Anarchist Black Cross  
(8, rue Aristidou Street, 10559  
Athènes, Grèce.  
Tél/fax : 30-1-322.47.70.)**

## Communiqué à l'adresse de l'ambassade de Grèce en France pour transmission au gouvernement de l'Etat grec

Nous venons juste d'être prévenus par l'Anarchist Black Cross d'Athènes que deux de nos compagnons anarchistes, Odysseas Kambouris et Yorgos Balafas, sont sur le point de mourir des conséquences d'une grève de la faim qu'ils ont entamé afin de protester contre le traitement inhumain que leur fait subir la justice et le gouvernement de votre Etat.

En effet, comment peut être maintenu en détention Odysseas Kambouris alors que manifestement il n'y a aucune preuve de quoi que ce soit contre lui, si ce n'est celles fabriquées par votre police à coups d'expertises laser sur un casque de moto, alors que (toujours d'après votre police) les agresseurs incriminés se sont enfuis en voiture.

D'autre part, comment pouvez-vous justifier que Yorgos Balafas soit encore en détention alors qu'il a été déclaré innocent par un jury au mois d'août dernier.

Par leur attitude, la justice et le gouvernement de l'Etat grec cherchent à pousser deux de nos camarades anarchistes à la mort, cela ne nous laisse pas indifférents et ne se passera pas dans l'ombre. Nous tiendrons les dirigeants comme responsables de cette mort si elle devait survenir !

Liberté pour Odysseas Kambouris et Yorgos Balafas.

Vive la solidarité internationale anarchiste !

**Secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste (Paris, le 31 août 1994)**

N.B. : en solidarité avec nos compagnons, protestez auprès de l'ambassade de Grèce : 17, rue Auguste-Vacquerie, 75016 Paris. Tél. : 47.23.72.28 (standart) ; 47.20.26.00 et 47.20.17.15 (postes commerciaux) ; 47.23.30.19 (bureau du travail) ou à son bureau de presse : 6, place de Mexico, 75016 Paris. Tél. : 45.53.85.45.

**BELGIQUE**  
Réunion des amis  
d'Alternative libertaire  
de Liège  
et de Bruxelles  
samedi 17 septembre  
15 h 30  
au Centre libertaire  
65, rue du Midi  
1000 Bruxelles

(souper spaghetti,  
ouvert à tous, à 20 h.  
Réservations au 02/511.93.10.)

ALLOCATION PARENTALE D'ÉDUCATION

## Dolce vita... pour les femmes ?

CETTE FIN D'ÉTÉ traîne dans son sillage nuages et défaut d'optimisme. Du moins, pour ceux et celles qui conservent présente à l'esprit la dégradation de la situation sociale, économique et éthique... Dans cette réalité couleur cendre, nombre d'individus sont touchés, mais plus particulièrement, certaines catégories dont les femmes.

En effet, la remise en cause, jour après jour, des acquis sociaux en France comme dans beaucoup d'autres pays, par les politiques gouvernementales et le patronat, touche en premier lieu et de façon plus grave les femmes.

Ici, d'une part, avec les lois « pour » les immigrés et l'Allocation parentale d'Éducation (APE), on rencontre deux aspects d'une même politique de réponse à la crise : pas de travail pour les immigrés ; pas de travail pour les femmes ; les immigrés chez eux, les femmes à la maison pour faire des enfants. « Deux causes » du chômage réglées d'une pierre deux coups !

D'autre part, avec la loi quinquennale (94-99) relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle — loi particulièrement inquiétante pour toutes les femmes exerçant une activité professionnelle y compris dans le secteur public — c'est trois pas en arrière que nous franchissons sur l'Hexagone.

Cette dernière favorise une flexibilité accrue de la durée du travail et des horaires incitant par des avantages fiscaux et sociaux, des subventions accordées aux entreprises, à l'extension du temps de travail à temps partiel. Celle-ci met directement en cause l'accès des femmes à leur autonomie financière ou à son maintien, condition *sine qua non* de leur émancipation et d'une existence indépendante. En effet, les horaires anormaux, décalés et variables, au gré du patron, peuvent être impraticables pour beaucoup de femmes, notamment pour celles qui ont des familles à charge. Quant au travail à temps partiel, assuré actuellement à 83% par des femmes et qui sera de plus en plus leur lot et dans des conditions aggravées par la nouvelle loi, sa rémunération ne suffit plus à

assurer, même partiellement, l'existence matérielle des femmes et même parfois simplement à couvrir leurs frais (garde des enfants, vestimentaires, transports...). Relevons encore une disposition particulièrement choquante de cette loi, le chèque-service qui doit être instauré pour la rémunération des titulaires d'emplois dits « de proximité », en clair les femmes de ménage, aides-ménagères, nourrices et autres travailleuses au service des personnes à leur domicile. Cela signifie la précarisation extrême de ces emplois qui n'en seront plus, la mise hors statut de ces travailleuses

### Retour à une politique rétrograde

et l'abolition de rapports humains normaux entre elles et celles et ceux qui achèteront leurs services comme l'on prend un repas au restaurant.

On constate que le véritable débat sur le partage du temps de travail, les gains de productivité ou encore sur l'inégalité professionnelle n'est toujours pas posé : le travail des femmes est toujours moins rémunéré, le taux de chômage y est une fois et demi plus élevé que celui des hommes, l'exclusion des femmes à certains postes est encore de règle. Tout le monde a le désir de travailler moins, et pas seulement les femmes, mais pas à n'importe quel prix !

Pour en revenir à l'Allocation parentale d'éducation (le vocable « parentale » ne trompant personne, puisque 99% des bénéficiaires de l'allocation existante pour troisième enfant sont des femmes), soyons clairs, elle ne fait qu'accroître les risques pour les femmes.

Ce projet, présenté par Simone Veil et récemment adopté, a accordé l'APE (fixée à 3 000 F) dès le deuxième enfant, jusqu'à l'âge de trois ans, pour les personnes ayant travaillé dans les 5 années précédentes. Quelles sont les implications concrètes de cette mesure apparemment séduisante ?

Celles qui opteront pour ce congé, renonceront à leur autonomie financière car comment peut-on vivre avec

3 000 F ? Et puis, rester au foyer, même en étant rémunérée, pour accomplir les tâches traditionnellement dévolues aux femmes constituera, encore une fois, un enfermement et renforcera la dichotomie des rôles sexuels. Par ailleurs, c'est déjà un fait, ces dernières ne retrouveront pas leur poste à leur retour : en 3 ans une entreprise change... Ce salaire, c'est aussi renforcer l'idée qu'une mère de jeune enfant peut bien quitter son emploi et laisser sa place en toute bonne conscience. Cela permet aussi éviter la construction de crèches : argument idéologique et économique pour freiner la prise en charge, par des structures collectives, de l'accueil de jeunes enfants.

L'état d'inégalité de traitement entre hommes et femmes nous oblige à penser en effet, que l'on n'a pas affaire à un véritable salaire familial pour que celle ou celui (?) qui le souhaite, puisse s'occuper dignement de ses descendants ou ascendants.

D'autres visées natalistes sont déjà en place, telles que celles concernant la réduction des subventions des centres d'IVG, le déremboursement et le non-remboursement de certaines pilules contraceptives ainsi que le calcul tendancieux du taux de renouvellement des générations.

Cette nouvelle politique française fleure mauvais le capitalisme sauvage du début de l'industrialisation, avec, en prime, le grignotage de tous les acquis sociaux et économiques. Elle s'aligne en outre sur une tendance pro-nataliste occidentale aux schémas archaïques et religieux. Régression considérable... s'attaquant en priorité aux femmes, auxquelles on veut assigner un statut, un rôle, une image rétrogrades. Espérons donc que toutes les femmes, y compris celles qui ne se sentent pas encore visées par ces mesures, s'y opposeront de toutes leurs forces !

Rosine Arroyo

## Nouvelles du front

### CAEN : JEAN DUSSIN, UN OBJECTEUR-DÉSERTEUR EN PROCÈS

Suite à une condamnation du Tribunal de Grande instance de Caen, le 21 décembre 1993, à 6 mois de prison avec sursis à l'encontre de Jean Dussin, le procureur général faisait aussitôt appel, estimant que la peine n'était sans doute pas assez lourde. Jean Dussin repasse donc en procès, le 23 septembre 1994, à 14 h, en Cour d'appel.

Que signifie cet acharnement ? Au-delà même de l'évidente volonté de restreindre les droits des jeunes, sans cesse plus nombreux, qui choisissent l'objection de conscience et son service civil correspondant comme mode de participation responsable et non-violente à la société, plutôt que de collaborer à la militarisation, c'est bel et bien une pratique de citoyenneté active qui est condamnée !

Manifestez votre soutien, en signant et en faisant signer une pétition (à réclamer à son comité de soutien), en écrivant une lettre personnelle au Tribunal pour demander la relaxe : M. le Président, Tribunal correctionnel, place Fontette, 14000 Caen (mention « Procès Jean Dussin »), en aidant financièrement, même après le procès, car la justice coûte cher (chèque à l'ordre de Jean Dussin, mention « Procès » au dos) et en étant présent lors du procès.

Comité de soutien à Jean Dussin, 86, avenue de Stalingrad, 94120 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48.75.31.27.

## Associations

### PARIS : RÉUNION-DÉBAT SUR LE THÈME DU « LOGEMENT », AVEC L'UNION DES ANARCHISTES

L'Union régionale parisienne de l'Union des anarchistes vous invite à sa réunion-débat (mensuelle), qui se déroulera sur le thème suivant : « Anticiper les luttes du logement avant l'hiver 94-95 », le lundi 12 septembre, à 19 h 30, au siège de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M<sup>o</sup> Luxembourg), 75005 Paris.

### GRENOBLE : PROCÈS DU 102... LE VERDICT

Les animateurs du 102, rue d'Alembert sont passés en procès le 20 juin, à la suite d'une plainte de la commission communale de sécurité de Grenoble leur reprochant d'avoir maintenu ouvert un local jugé non conforme — ceci malgré des travaux entrepris depuis la visite de la commission (ML n° 963 et 964).

Alors que le procureur réclamait 10 000 F d'amende, le verdict, rendu le mardi 5 juillet, est le suivant : aucune amende n'est à payer, mais une convention a dû être signée avec la mairie de Grenoble : la remise aux normes de sécurité du local sera financée par la mairie, en échange de quoi le 102 s'engage à payer la taxe d'habitation annuelle.

Le groupe Jules-Vallès de la FA tient au 102, rue d'Alembert, sa permanence du samedi, de 14 h 30 à 17 h.

### TOURS : « UTOPIA ! », UN CAFÉ ASSOCIATIF EN PROJET

« Soyons acteurs ou actrices de nos vies ! ». Les libertaires de Tours (dont les militants FA) projettent l'ouverture d'un café associatif, lieu politique, de réunions pour des associations, mais aussi un lieu de documentation où pourrait s'organiser une bibliothèque. Il est aussi envisagé d'organiser des fêtes, des concerts, de publier des zines, de faire de la musique et des arts plastiques... « Cet espace manque à Tours, créons-le ensemble », pour ce faire, il est demandé un soutien financier (chèque à l'ordre de S. Lecouffe). « Utopia ! », 3, rue Jules-Charpentier, 37000 Tours.

### A PROPOS DE JEAN BARRUÉ

En août 1989, mourait Jean Barrué, une éminente figure du mouvement anarchiste et syndicaliste français. Deux de ses amis, se proposant de rassembler en vue d'une publication des textes et des documents (articles, lettres, témoignages, souvenir...) en langues française et allemande, susceptibles d'illustrer sa vie, ses idées et ses combats, font appel à tous ceux qui désiraient contribuer à leur entreprise. Prière d'écrire au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), qui transmettra.

CIRA, 24, avenue de Beaumont, CH-1012 Lausanne, Suisse.

### INITIATIVE « BONAVENTURE »

## Une « colo » libertaire en Creuse

A Langladure (pas très loin de Vassivière), hameau sans église, eut lieu du 18 au 27 juillet une « colo » libertaire, organisée par l'école libertaire Bonaventure de l'île d'Oléron. Regroupant une dizaine d'enfants âgés de 5 à 10 ans et trois animateurs, ce séjour fut enrichissant pour tout le monde.

Chaleureusement accueilli par des amis libertaires de longue date, nous prêtant une maison-château, le groupe a pu profiter pleinement de la nature environnante (ruisseaux et cascades, lacs, chemins...). Les

activités marquantes pratiquées furent des balades, des baignades, un jeu de pistes « magique », la construction d'une cabane...

La particularité de ce séjour par rapport aux « colos » traditionnelles fut de laisser aux enfants (tous étant fils ou filles d'adhérents de l'association « Bout d'Ficelle », chapeautant Bonaventure) le libre choix de leurs activités et de participer à toute la vie quotidienne et collective (préparation des repas, entretien des locaux, réunions pour décider ce que l'on fait...).

Signalons aussi, au cours du séjour, la visite toute symbolique et combien émouvante au monument aux morts pacifiste de Gentioux.

L'ambiance fourmillante et relationnelle de ce séjour donnera certainement l'envie de renouveler cette expérience.

Malgré le peu d'anarchistes et de libertaires, de plus en plus de choses concrètes voient le jour en Creuse (manifestations publiques, camping...). Cette « colo » fait partie de celles-ci.

Alayn Dropsy

Les émissions « Hors jeu » et « Libertaire matin » proposent

**LA PREMIÈRE COURSE A PIED  
pour RADIO LIBERTAIRE  
8 kilomètres sur la route du Faîte,  
en forêt de Montmorency (Val-d'Oise)  
DIMANCHE 11 SEPTEMBRE  
départ à 10 h  
(être prêt 15 minutes avant)  
Inscription : 30 F (au profit de la radio),  
au 44.79.94.94 et au 39.60.32.75**

LITTÉRATURE

« **Le fil** »

**Christophe Bourdin**  
éditions de la Différence

« Ta mort serait incompatible avec le soleil... »

ÇA COMMENCE presque comme *Un homme qui dort* de Georges Pérec. Et la première phrase, déjà, donne le ton : « Tu voyais des dangers partout ». Mais, contrairement à *l'Homme qui dort*, celui qui est projeté vers nous et à travers nous dans *Le fil* est un personnage éveillé, travaillé par l'idée d'une maladie imaginaire, avant d'être percuté de plein fouet par un virus trop réel pour le nier. Cette manière de s'adresser directement au lecteur — ce « tu » répété —, nous isole, nous rejette en pleine solitude avec nous-mêmes et, trop direct, ne nous permet pas de garder une distance « protectrice » par rapport à ce récit. On le prend donc de face, nous aussi, percuté de plein fouet par ces mots qui cisèlent l'insupportable.

C'est presque avec soulagement, mais toujours rivé au livre, que l'on quitte le *Temps des hypochondries* pour aborder la seconde partie, le *Temps de l'agonie* : un extrait de journal où l'on retrouve le « je », plus narcissique et un peu plus « rassurant », mais pas plus distant pour autant. Les mots se font plus crus, plus violents dans leurs nudités brutales ; ils disent le cache-cache incessant avec cette maladie qui est d'abord un virus caché, puis qui se déclare sans jamais le faire, par petites touches qui réduisent peu à peu la vie, sans en casser le fil. Jeu diabolique avec la mort, avec la vie aussi, malgré tout encore triomphante.

...« *Savoir que je ne peux pas ne pas mourir du sida, savoir que, statistiquement, tous les malades en sont morts, en meurent ou en mourront, ne m'a pas encore, à ce jour et à mes propres yeux, rendu complètement mortel* »...

La troisième partie de ce livre, après la traversée du « tu » et du « je », arrive au « vous » et c'est le *Temps du rêve*. Temps du rêve et du possible, temps de l'autre ; dernier refuge, dernière porte ouverte sur l'incertain du mot « futur » et au refus de la désespérance : « *Ta mort serait incompatible avec le soleil* ».

Dans ce livre, dont le titre n'a besoin d'aucune explication, on ne peut pas dire : encore un livre sur le sida. Ce n'est pas un livre sur le sida. C'est une plongée dans le sida, dans ce que peuvent dire les mots « vie » et « avenir » pour un jeune de 20 ans apprenant qu'il est séropositif, avec l'impossibilité de rester en surface, en voyeur. C'est aussi une écriture puissante et magnifique, extraordinairement maîtrisée. Ce livre est le premier roman publié par Christophe Bourdin. Sa lecture est un risque qu'il faut prendre sans attendre, comme celui de continuer à aimer aujourd'hui, malgré tout.

Ytak

(1) *Le fil*, Christophe Bourdin, éditions de la Différence. Prix : 98 F.

MUSIQUES TRADITIONNELLES

« **Folk à lier** »

**fête ses dix ans sur Radio Libertaire**

LE 16 SEPTEMBRE PROCHAIN, « Folk à lier » fêtera ses dix ans d'existence sur Radio Libertaire. Sur trois jours, trois lieux et trois programmes, l'équipe de « Folk à lier » a décidé de marquer le coup et de proposer, en concert, cette musique traditionnelle omniprésente dans le monde entier et toujours le parent pauvre des médias.

Avant de vous faire part du programme des festivités, rappelons aux auditeurs de Radio Libertaire, aux lecteurs du Monde libertaire qui n'ont pas la chance de nous capter, que « Folk à lier » propose de découvrir, chaque dimanche de 12 h à 14 h, des invités (groupes, musiciens des conteurs, professionnels ou amateurs, dont la liste serait trop longue à donner), de faire connaître les concerts, bals, stages et ateliers, revues (c'est les Infolks) et de nombreuses chroniques tant sur la présentation musicale d'un pays ou d'une région, que sur les styles d'instruments, les us et coutumes d'autrefois, les musiques du monde...

**Vendredi 16 septembre**  
**20 heures**  
**Passage du Nord-Ouest**  
**13, rue du Faubourg-Montmartre**  
**75009 Paris**  
**Tél. : 47.70.81.47**

Quatre groupes venant des quatre coins de France se produiront ensemble (ce qui ne s'était jamais fait malgré leur renommée).

**Barzaz** (Bretagne), à partir de recherches sur la littérature et de recoupements avec la tradition orale de Basse-Bretagne, inaugure une formule inhabituelle (chant, flûte traversière en bois, guitare, guitare basse, percussion) ; **Geranium** (Alsace) et leur nouveau spectacle : *La cantate des peuples d'Europe*, un récital de 24 pièces consacrées chacune aux chants et musiques traditionnelles d'un pays européen ; le **Trio Oller-Yvert-Sanlaville** (région Centre) en équilibre entre plusieurs traditions, ni folk, ni jazz, ni musette, mélange aux accordéons différents instruments et développe des climats chaleureux ; **Perlinpinpin Folc** (Occitanie) est actuellement reconnu comme l'un des principaux acteurs de la scène des musiques traditionnelles en Europe, « un son » bien particulier où tradition et modernité sont complices.

Entrée : 100 F (70 F pour les auditeurs de Radio Libertaire et les adhérents à CMT et Ti ar Vretoned).

**Samedi 17 septembre**  
**15 heures**  
**CMT/MJC**  
**10, place Jacques-Brel**  
**91130 Ris-Orangis**  
**Tél. : 69.02.13.20**

**Concert**, à partir de 15 heures, avec Elie Achkar (Liban), City of Light (bluegrass), Ecclerzie (Poitou), Skellig (Irlande), Caméléon (musique métissée), Le Quartet en l'Air (quartet violon du Poitou), Le Duo Veillon/Riou (musique bretonne et irlandaise), Buff Grol (chansons, histoires et musique du Poitou), Bleizi Ruz (Bretagne).

**Bal folk**, à partir de 22 heures.

Entrée : 80 F (50 F pour les auditeurs de RL et les adhérents à CMT et Ti ar Vretoned).

**Dimanche 18 septembre**  
**15 heures**  
**Ti ar Vretoned/Mission bretonne**  
**22, rue Delambre**  
**75014 Paris**  
**Tél. : 43.36.26.41**

**Bal folk - scène ouverte**, principe habituel dans le milieu des musiques traditionnelles, et qui trouve logiquement sa place dans ce programme.

Entrée : 50 F (30 F pour les auditeurs de RL et les adhérents à CMT et Ti ar Vretoned).

Forfaits : deux jours (16 et 17 septembre) : 150 F (80 F pour les auditeurs de RL et les adhérents à CMT et Ti ar Vretoned) ; trois jours : 200 F (100 F pour les auditeurs de RL et les adhérents à CMT et Ti ar Vretoned).

Renseignements : librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08.

Billetterie : librairie Breizh : 43.20.84.60 ; lutherie Charle : 42.33.38.93 ; Paris Accordéon : 43.22.13.48 et librairie du Monde Libertaire pour les trois salles de concerts.

**FORUM**  
**de la LIBRAIRIE**  
**du MONDE**  
**LIBERTAIRE**  
**samedi 17 septembre**  
**à 16 h 30**  
**avec**  
**Gaetano**  
**MANFREDONIA**  
**pour la sortie du livre**  
**aux éditions**  
**du Monde Libertaire**  
**« La lutte humaine**  
**Luigi Fabbri**  
**le mouvement**  
**anarchiste italien**  
**et la lutte contre**  
**le fascisme »**  
...  
**sur Radio Libertaire,**  
**le même jour, à 12 h 30**

**BD rééditée**  
**il y a quelques mois**  
**à l'occasion de la sortie**  
**de *Germinal*...**  
**encore disponible**  
**à quelques centaines**  
**d'exemplaires**  
**« Les Aventures épatantes**  
**et véridiques de Benoît**  
**Broutchoux »**  
**Phil et Callens**  
**éditions Humeurs**  
**Noires/CCL**  
...  
**96 pages de BD et de**  
**documents historiques**  
**sur l'anarcho-syndicalisme**  
**et le mouvement libertaire**  
...  
**60 F (franco de port)**  
**40 F à partir de cinq**  
**exemplaires**  
...  
**Possibilité de dépôt-vente**  
**pour les groupes militants**  
**et les librairies**

"DID YOUR HEAR THE RUMOUR, THE UNGOVERNABLE FORCE IS COMING!"

**CONFLICT**  
TOURNEE DE SOUTIEN TOTAL POUR:

ANARCHIST BLACK CROSS - ANDROZINE - ANGRR - APACHE - L'ARBRE VERT - C.N.T. - COMITE SOUTIEN AUX INCULPES DU DROIT D'ASILE - LES FANTOMES DE SITTING BULL - FEDERATION ANARCHISTE - LOCAL LIBERTAIRE DIJON - MALOKA - MUSIK INFO SHOP LYON - NOIR & ROUGE - PRECAIRES, CHOMEURS ET SOLIDAIRES NANTAIS - REFLEXES - SHARP EST - STAR - TOXIC GRAFTY - ZARMAZONE

Le groupe anarcho-punk anglais Conflict fait une tournée dans l'Hexagone et à Genève, en soutien aux associations (dont la FA) et journaux alternatifs ou anarcho-punks.

- Montreuil (93), le vendredi 9 septembre, au Cri de la larme, 82-84, rue Robespierre (métro Robespierre), à 17 h, avec Igor Ringard et Kochise.
- Genève (Suisse), le dimanche 11, à 18 h, à l'Usine, avec Kochise.
- Villeurbanne, le mardi 13, à 18 h, au CCO, rue Georges-Courtelaine.
- Dijon, le mercredi 14, à 20 h, à l'Acropole Bar, avec Kochise.
- Le Rézé (banlieue nantaise), le jeudi 15, à 18 h, à La Trocardière, avec Bloody Muesli et Kochise.
- Beauville (à 20 kilomètres d'Agen), le vendredi 16, à 18 h, à la salle des fêtes, avec Légitime Défonce et Kochise.
- Dijon, le samedi 17, à 20 h, à l'Acropole Bar, avec Heyoka et Kochise.
- Paris, le dimanche 18, à 16 h, à La Lola, métro Eglise-de-Pantin (sur location uniquement, à la librairie du Monde Libertaire).

**Sélection Radio Libertaire**  
**« Raconte pas ta vie » : Vivre en Chine dans les années 60**  
**samedi 10 septembre, de 20 h 30 à 22 h 30**

# La clique au pouvoir découvre la crise

(Suite de la « une »)

rôle sur le tréteau audiovisuel : le gentil, le sérieux, le compétent. Ne désespérons pas, nous aurons aussi le compatissant et l'humanitaire... Nous venons bien d'entrevoir un Emmanuelli sincère partageux, mais il est vrai qu'il roule pour un autre, un de ceux qui partageraient volontiers, si les patrons le voulaient bien.

Quel mépris pour ce peuple prétendu souverain et pour chacun de ceux qui le composent. Où et quand choisis-tu, citoyen mon frère, citoyenne ma sœur ? A l'école où tu es orienté entre LEP et classes de soutien si tu ne tiens pas la rampe

du théorème de Thalès ? Dans tes relations avec la défense nationale, où tu peux choisir entre les troupes aéroportées et l'infanterie de marine ? Choisis-tu peut-être ton travail, ton métier ? Ton lieu de résidence, en toute liberté ? Celui qui va t'employer ? Et, s'agissant de quelques millions d'entre nous, qui oserait prétendre qu'ils ont choisi l'ANPE ? Comme les presque 700 000 qui ne perçoivent que le RMI ou ceux qui font la manche ?

Ne sens-tu pas plutôt, en guise de choix, sur ta nuque, comme une poigne de fer, dont les robustes doigts se nomment propriété et code du travail ; peur du chômage et de

la dégringolade ; code pénal et Fleury-Mérogis ; brigades d'intervention et gaz lacrymogènes ?

## Dimanche, tu votes, lundi, tu pointes... à l'ANPE

Et on te dit, on te claironne, on te hurle dans les oreilles que le jour de gloire est arrivé, que tu vas pouvoir choisir ! Comme le consommateur qui a jeté son dévolu sur Ariel plutôt que sur Vizir et sa Vizirette — ou le contraire, puisque c'est le choix qui importe — le citoyen va pouvoir déterminer

qui sera son représentant. Ce jour-là, pendant quelques immenses minutes, le citoyen est le souverain. Voilà la démocratie ! s'égosillent les stars du PAF, paysage audiovisuel français, et les éditorialistes de la PQN, presse quotidienne nationale, sans oublier les observateurs de la PQR, presse quotidienne régionale, et...

Miroir aux alouettes, ruse de guerre, attrape-nigauds, bien sûr ; plus c'est gros, plus ça marche, disait une sanglante crapule dont on se refuse à écrire le nom ici. Parce que le reste du temps, pendant tous les autres jours, le citoyen va devoir supporter tous les

autres, les personnes physiques et les personnes morales — on se demande bien pourquoi on les nomme ainsi — qu'il n'a pas choisies, oh ! non : le contremaître, le flicard, le chef de service, le président-directeur général, le contrôleur du métro, le directeur des ressources humaines (ah ! celui-là, il est gratiné), l'armée, les taxes et impositions, le président du CNPF, le libéralisme, l'exclusion sociale, l'Etat, et j'en passe...

## Agir au lieu d'élire

Arrête, camarade citoyen, ne sois pas si crédule.

Rappelle-toi : en 1981, tu as voté à gauche pour changer la vie, et en 1983 les salaires sont désindexés de la hausse des prix, c'est la mort de l'échelle mobile, déclarée illégale, et la naissance de la programmation de la baisse des salaires. Depuis, le pouvoir d'achat des salariés a chuté d'environ 10 pour 100 et ce manque à gagner est passé dans les poches du patronat.

En 1986, irrité par la gauche, tu récoltes le gouvernement de droite, qui supprime l'obligation d'autorisation administrative en cas de licenciement économique, parce que le CNPF lui a juré sur les Ecritures qu'il créerait 300 000 emplois à cette condition, un gros mensonge ; c'était l'époque où les divers auxiliaires rétribués du patronat tonitruaient que la flexibilité « générerait de l'emploi ». Encore une tromperie, les garanties collectives ont été réduites et le nombre de chômeurs a continué à grimper. Presque 18 millions de sans-emploi dans l'Union européenne ; 35 millions dans les pays de l'OCDE.

Si le SMIC a résisté, malgré les attaques du pseudo-courtois Balladur, c'est parce que toute la jeunesse s'est mobilisée contre le CIP. Et le nombre de jours de grève augmente depuis plusieurs années. Ils ont la frousse que ça grandisse, la contestation, comme on disait naguère.

Tu le sais bien, d'ailleurs, ce qu'ils craignent, ce n'est pas ton vote, c'est ta lutte — c'est l'explosion sociale. Agis au lieu d'élire !

Jacques Toublert

## LA POLITIQUE DE PASQUA

# L'été policier

F AUT-IL INTERDIRE les manifestations au cœur des centre-ville ? C'est Charles Pasqua, évidemment, qui posait la question après le dernier rassemblement anti-CIP de Paris. Les médias se firent l'écho de cette déclaration de guerre au droit de manifester. L'opinion publique était prête à recevoir favorablement ce discours. Il régna, lors de la contestation anti-CIP, une atmosphère de guerre civile : cortèges encadrés par les CRS, présence policière dans les banlieues, contrôles sur les quais des lignes RER, arrestations préventives, appel aux professeurs et parents pour empêcher les jeunes de sortir pour participer aux manifestations, intervention remarquée des fameuses Brigades anti-criminalité (BAC), de nombreuses interpellations et condamnations... Un climat savamment entretenu par la police et relayé par une certaine presse. Le message était clair : il est déconseillé de manifester, et voilà ce qu'il en coûte d'aller dans la rue !

La droite rêve d'un Paris propre. Dehors les immigrés, les marginaux, les pauvres... les manifestants ! Un rêve qui devient réalité, rénovation après rénovation, expulsion après expulsion... Et les manifs ? Pas question pour le moment de les interdire. Il faut pourtant interpréter comme la pose d'un premier jalon dans cette direction, le projet de loi adopté par le Sénat le vendredi 8 juillet. Dans l'immédiat, il s'agit d'une restriction qui s'exerce à l'encontre du droit, pourtant constitutionnel, de manifester. Mais, chacun le sait, « la démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat » (dixit Charles Pasqua). Forts de notre absence de foi en leur démocratie, nous pourrions clamer en retour que « les lois, on s'en fout », que « la liberté de manifester ne se demande pas, mais se prend ». Ce serait juste et



Photo : Daniel Maunoury.

lucide. Il est tout aussi lucide, et à mon sens pas contradictoire, d'impulser une riposte massive du mouvement social à ce projet de loi, dont voici les principaux articles :

Article 15 : « Les personnes s'étant rendues coupables lors du déroulement de manifestations sur la voie publique à des infractions prévues aux articles 222-7 à 222-13, 322-1 à 322-3 et 322-6 à 322-10 du Code pénal encourent également la peine complémentaire d'interdiction de participer à des manifestations sur la voie publique pour une durée ne pouvant excéder trois ans. Le fait pour une personne de participer à une manifestation en méconnaissance de cette interdiction est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende. L'interdiction du territoire français peut être également prononcée [...] pour une durée de trois au plus, à l'encontre de tout étranger s'étant rendu coupable lors du déroulement de manifestations des infractions prévues aux articles... »

Article 13 : « Si les circonstances font craindre des troubles à l'ordre public et à compter du jour de déclaration d'une manifestation sur la voie publique, ou si la manifestation n'a pas été déclarée, dès qu'elle en a connaissance, l'autorité investie du pouvoir de police peut interdire, pour le temps qui la précède et jusqu'à sa dispersion, le port et le transport, sans motif légitime, d'objets pouvant être utilisés comme projectile ou constituer une arme au sens de l'article L. 132-75 du Code pénal. Afin de s'assurer du respect de cette interdiction, les officiers de police peuvent, sur instruction du préfet et sous contrôle du procureur de la République, procéder à la fouille des véhicules circulant sur la voie publique à proximité du lieu de la manifestation, et sur les axes y conduisant dans la limite d'une distance de 10 kilomètres du lieu de la manifestation ».

La lecture de ces articles ne laisse aucune ambiguïté. Il s'agit bien là de

donner à la police des moyens considérables pour étendre un contrôle quotidien sur la population en général. A Paris, par exemple, il n'y pas un jour sans rassemblement ou manifestation (parfois une dizaine et plus par jour). La possibilité d'effectuer des fouilles de véhicules dans un rayon de dix kilomètres autour du lieu d'une manifestation, autorise un quadrillage et contrôle policier pouvant s'exercer jusque dans l'enceinte de la pourtant sacro-sainte bagnole. Quant au transport « d'objets pouvant être utilisés comme projectile ou constituer une arme » l'interprétation policière sera arbitraire au possible puisque l'article 132-75 du Code pénal permet de classer à peu près tous les objets dans cette catégorie : du cric de votre voiture jusqu'à votre canif en passant par le parapluie... Pour les manifestants coupables d'infractions, le tarif sera de trois ans (maximum) d'interdiction de manifester. Ces articles apparaissent donc bien comme l'officialisation des méthodes pratiquées lors des manifestations anti-CIP.

Prochaine étape : cet automone, l'adoption par l'Assemblée nationale de ce projet de loi. Informer, discuter, préparer une riposte à la hauteur de cette attaque qui s'inscrit dans un contexte bien particulier : renforcement de la vidéo-surveillance, contrôles à Paris et dans les grandes villes (au nom de la lutte contre le terrorisme), glorification, lors de la commémoration de la libération de Paris (1), de ces résistants de la dernière heure que furent nombre de policiers, médiatisation de Charles Pasqua...

Décidément, l'été fut policier !

Laurent Fouillard

(1) Notons que les animateurs du journal (censuré) *Canicule* ont déployé une banderole lors de cette fête à la gloire de l'unité nationale — si indispensable à tout pouvoir : « Pétain, Pasqua, même punin. Non au contrôle ». Un petit pavé dans la mare du consensus !

## SOMMAIRE

- Page 1 : La clique au pouvoir découvre la crise (suite p. 8)
- Page 2 : S'organiser dès aujourd'hui, Infos FA.
- Page 3 : L'empire Hersant en pleine dérive financière, « Virez mes parents, embauchez-moi, je suis moins cher ! », Mika nous a quittés.
- Page 4 : Un XXI<sup>e</sup> congrès de la FAI aux heures décisives (suite p. 5).
- Page 5 : Un XXI<sup>e</sup> congrès de la FAI aux heures décisives (suite de p. 4), Odysseas Kambouris et Yorgos Balafas se meurent, communiqué à l'adresse de l'ambassade de Grèce en France...
- Page 6 : Doice vita... pour les femmes ?, Nouvelles du front, Associations, Une « colo » libertaire en Creuse.
- Page 7 : « Le fil » de Christophe Bourdin, « Folk à lier » fête ses 10 ans sur RL.
- Page 8 : La clique au pouvoir découvre la crise (suite de la « une »), L'été policier.